



DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

**532<sup>ème</sup> OPERATION D'ASSAINISSEMENT**

**SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES  
17 POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES  
1 POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX PLUVIALES  
2 OUVRAGES DE DEPOLLUTION  
5 SONDES DE MESURES DE DEBIT -  
1 SONDE HYDROCARBURE -  
2 PUIITS DES SIPHONS SOUS L'OISE –  
OUVRAGES DIVERS**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**



ACTEON  
4bis, rue de Villiers Adam  
95290 L'ISLE-ADAM  
Tel : 06 80 16 45 94  
Email : [bet.acteon@wanadoo.fr](mailto:bet.acteon@wanadoo.fr)

## Table des matières

<b>Article 1. Objet du Marché .....</b>	<b>5</b>
1.1. Objectifs des prestations .....	5
1.2. Type de prestations.....	5
1.3. Autres prestations à la charge du Prestataire.....	6
1.3.1. Période de préparation .....	6
1.3.2. Périodes de crise .....	6
<b>Article 2. Périmètre d'intervention .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3. Description des ouvrages.....</b>	<b>8</b>
3.1. Présentation .....	8
3.2. Connaissance des installations.....	8
3.3. Nature des eaux transitant dans les réseaux eaux usées.....	8
<b>Article 4. Conditions générales d'exécution .....</b>	<b>9</b>
4.1. Prise en charge de l'exploitation des ouvrages .....	9
4.2. Modification des ouvrages .....	9
4.3. Conditions générales d'intervention, cas de force majeure .....	10
4.4. Initiation des personnels du SIAPIA.....	10
4.5. Règles techniques de référence .....	10
4.5.1 Lois, décrets et arrêtés .....	11
4.5.2 Normes et règlements.....	11
<b>Article 5. Consistance des prestations.....</b>	<b>12</b>
5.1. Principes généraux .....	12
5.2. Organisation générale des prestations.....	12
5.2.1. Définition des prestations de maintenance .....	12
5.2.2. Définition des niveaux de maintenance .....	13
5.2.3. Visites systématiques de maintenance préventive.....	14
5.2.4. Maintenance préventive conditionnelle - Maintenance corrective.....	14
5.2.5. <i>Maintenance courante</i> .....	15
5.2.6. <i>Gros entretien, renouvellement, améliorations</i> .....	15
5.2.7. <i>Durée des interventions</i> .....	15
5.2.8. <i>Coordination des interventions de maintenance</i> .....	16
5.3. Prestations sur les postes de refoulement – Sondes de mesures – Séparateurs d'hydrocarbure – sonde hydrocarbure.....	16
5.4. Autres prestations.....	17
5.5. Astreintes .....	18
5.6. Situation de crises : Pollution, inondation, .....	18
5.7. Prestations Comprises dans le marché.....	18
<b>Article 6. Préconisations relatives à la réalisation des prestations.....</b>	<b>19</b>
6.1. Conditions d'accessibilité aux ouvrages.....	19
6.2. Signalisation - Restriction / déviation de la circulation.....	19

6.3.	Maintien des abords et du chantier en état de propreté.....	19
6.4.	Propreté des voies publiques et des abords.....	20
6.5.	Accessibilité à la circulation y compris piétonne .....	20
6.6.	Organisation et maintien du service .....	20
6.7.	Travaux en domaine public .....	20
6.8.	Insonorisation des engins de chantier.....	21
6.9.	Limitation des nuisances causées aux riverains .....	21
6.9.1.	Niveau acoustique en limite de chantier.....	21
6.9.2.	Contrôle permanent du niveau acoustique .....	21
6.9.3.	<i>Limitation des émissions de poussières et de boue</i> .....	21
6.10.	Limitation des risques sur la santé du personnel .....	21
6.10.1.	Niveaux sonores des outils et des engins .....	21
6.10.2.	Risques sur la santé liés aux produits et matériaux .....	22
<b>Article 7. Préconisations relatives aux fournitures.....</b>		<b>22</b>
7.1.	Généralités .....	22
7.2.	Evolutivité .....	22
7.3.	Provenance et qualité des matériaux et fournitures.....	22
7.3.1.	Provenance .....	22
7.3.2.	Qualité.....	22
7.3.3.	Livraison et transport.....	23
7.4.	Appareils et canalisation d'alimentation électrique.....	23
7.5.	Appareils de commande, de contrôle et de mesure - Automatismes.....	24
7.6.	Serrurerie - Caillebotis - Echelle d'accès.....	24
7.6.1.	Caillebotis .....	24
7.6.2.	Trappes d'accès .....	24
7.7.	Visserie - Boulonnerie.....	24
7.8.	Canalisations .....	24
7.9.	Peinture .....	24
7.10.	Chemins de câbles, tubes, et fourreaux .....	25
7.10.2.	Consoles et fixations .....	25
7.10.3.	<i>Mise à la terre</i> .....	25
7.10.4.	Repérage des chemins de câbles .....	25
<b>Article 8. Limites et obligations du Prestataire .....</b>		<b>26</b>
8.1.	Obligation de résultats.....	26
8.2.	Obligation de moyens .....	26
8.3.	Obligation de conseil .....	26
8.4.	Obligation de renseignement.....	26
8.5.	Obligation de mise en garde .....	27
8.6.	Sécurité et environnement .....	27
8.7.	Limite .....	27
<b>Article 9. Astreinte et situation de crises .....</b>		<b>28</b>
9.1.	Astreinte .....	28
9.2.	Situation de crise.....	28
<b>Article 10. Hygiène et sécurité .....</b>		<b>29</b>

10.1.	Principes généraux .....	29
10.2.	Plan de prévention .....	29
10.3.	Hygiène et sécurité des intervenants .....	29
10.4.	Formation et habilitations des intervenants .....	30
10.5.	Espaces confinés .....	30
10.6.	Descente dans les ouvrages en eaux .....	30
10.7.	Travail sur chaussée .....	31
10.8.	Evolution de la législation et de la réglementation .....	31
<b>Article 11.</b>	<b>Comptes rendus - Rapports .....</b>	<b>31</b>
11.1.	Principes généraux .....	31
11.2.	Documents courants .....	31
11.2.1.	Fiches d'entretien .....	31
11.2.3.	Gestion du stock des pièces détachées .....	32
11.2.4.	Réparation du matériel .....	32
11.3.	Journal d'exploitation des ouvrages .....	32
11.4.	Rapports mensuels .....	33
11.5.	Compte rendu technique annuel .....	33
<b>Article 12.</b>	<b>Contrôle et coordination .....</b>	<b>34</b>
12.1.	Contrôle technique du syndicat .....	34
<b>Article 13.</b>	<b>Fin du marché .....</b>	<b>34</b>
13.1.	Continuité du service en fin de marché .....	34
13.2.	Remise des ouvrages et des documents en fin de marché .....	34
13.3.	Reprise des approvisionnements .....	35
<b>Article 14.</b>	<b>Sécurité informatique .....</b>	<b>35</b>
14.1.	Protégez vos accès avec des mots de passe solides .....	35
14.2.	Sauvegardez vos données régulièrement .....	35
14.3.	Appliquez les mises à jour de sécurité sur tous vos appareils (PC, tablettes, téléphones...), et ce, dès qu'elles vous sont proposées .....	36
14.4.	Utilisez un antivirus .....	36
14.5.	Téléchargez vos applications uniquement sur les sites officiels .....	36
14.6.	Méfiez-vous des messages inattendus .....	36
14.7.	Vérifiez les sites sur lesquels vous faites des achats .....	36
14.8.	Maîtrisez vos réseaux sociaux .....	36
14.9.	Séparez vos usages personnels et professionnels .....	37
14.10.	Évitez les réseaux WiFi publics ou inconnus .....	37

## **Article 1. Objet du Marché**

### **1.1. Objectifs des prestations**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent les prestations suivantes :

- L'exploitation des équipements mécaniques et électromécaniques du SIAPIA soit :
  - Les postes de de refoulement eaux usées et eaux pluviales,
  - Les sondes de mesures de débit,
  - Les points de mesure sur le réseau eaux pluviales,
  - Les points de mesure sur le réseau eaux usées,
  - Les séparateurs d'hydrocarbure,
  - Les vannes, clapets anti-retour, limiteurs de débit
  - Les 2 puits des siphons sous l'Oise
  - Ouvrages divers
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble de ces équipements permettant de garantir leur disponibilité.
- La réalisation des travaux d'amélioration et de mise en conformité de ces ouvrages.

Les dépenses de fonctionnement nécessaires à l'exploitation et l'entretien des ouvrages (main d'œuvre, produits de traitement, fournitures d'entretien et de maintenance, évacuation des déchets de dégrillages, curage des cuves des postes et des dégrilleurs, tenue à jour des plans, schémas, notices d'entretien, rapport d'exploitation...) font partie de la prestation.

Le Prestataire exécute les travaux, entretient et exploite les ouvrages objet du présent marché conformément au présent marché, aux règles de l'art et à la réglementation, notamment à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, dans le souci de garantir la conservation du patrimoine du SIAPIA, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

### **1.2. Type de prestations**

La maintenance préventive et corrective est rémunérée à prix forfaitaire avec fourniture des pièces détachées d'origine ou certifiées conformes par attestation du fabricant de l'équipement.

Les interventions sont les suivantes :

- Mise en place et gestion pendant toute la durée du contrat des moyens permettant d'assurer le fonctionnement optimal des installations,
- Visites programmées des équipements et opérations de conservation, sans dégradation, des performances de l'ensemble des installations de télégestion locales et des équipements hydro électromécaniques et électriques qui y sont rattachés : vannes, pompes, centrales hydrauliques, capteurs, télé transmetteurs, limiteurs de débit, sondes, automates et circuits électriques ainsi que tout autre matériel décrit au C.C.T.P.,
- Opération de remplacement telle que définie dans le bordereau des prix à prix forfaitaire.

## **1.3. Autres prestations à la charge du Prestataire**

### **1.3.1. Période de préparation**

- Inspection des sites et recensement des équipements,
- Constitution de stocks de matériels,
- Extension des garanties d'assurances,
- Souscription d'abonnements, ....

### **1.3.2. Périodes de crise**

- Interventions d'urgence pour rétablir le bon fonctionnement du système :
  - en cas de panne ou de mauvais fonctionnement dû à une qualité des équipements non conforme ou à des circonstances indépendantes de la volonté du Prestataire du marché,
  - en cas de détérioration des équipements due à des conditions de fonctionnements exceptionnelles : sabotage, grève, négligence du personnel d'exploitation, ...
  - en cas de dégâts par inondation,
    - Exploitation du système pendant un événement pluvieux majeur,
    - Assistance technique auprès du SIAPIA pendant la gestion d'un orage,
    - Etablissement d'un diagnostic du fonctionnement pendant l'événement,
    - Diagnostic des interventions en période de crise, en période pluvieuse et en période de temps sec.

## Article 2. Périmètre d'intervention

Les prestations sont à exécuter sur les sites suivants, cette liste pourra évoluer en cours de marché dans la limite du périmètre d'action du SIAPIA.

Lieu d'exécution des prestations		
Poste de refoulement eaux usées	ZAC du Grandval	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Chemin des 3 Sources	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Chemin des Carrières de Cassan	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Vieux chemin de Paris	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Allée des Charmilles	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées – 2 PR	Stade Philippe Grante	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux pluviales	Stade Philippe Grante	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Ile de la Cohue	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Chemin Pierre Terver	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Château Conti	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées – Zone Port – Option	Angle Thoureau Chemin Vert	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées – Zone Port – Option	Chemin Vert	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées – Zone Port – Option	Voirie nouvelle intérieur du port	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées- Zone Port – Option	Voirie nouvelle intérieur du port	95290 L'ISLE-ADAM
Poste de refoulement eaux usées	Rue Raymond Poincaré	95620 PARMAIN
Poste de refoulement eaux usées	Rue Blanchet	95620 PARMAIN
Poste de refoulement eaux usées	Avenue de l'Oise	95620 PARMAIN
Point A2 – Point de mesure de débit	Quai des Saules	95620 PARMAIN
Déversoir d'orage 1 – Point de mesure de débit	Rue du Pâtis	95290 L'ISLE-ADAM
Déversoir d'orage 2 – Point de mesure de débit	Rue Mauger	95290 L'ISLE-ADAM
Déversoir d'orage 3 – Point de mesure de débit	Rue Chantepie Mancier	95290 L'ISLE-ADAM
Déversoir d'orage 4 – Point de mesure de débit	Rue de Villiers Adam	95290 L'ISLE-ADAM
Sonde hydrocarbure	Rue Chantepie Mancier	95290 L'ISLE-ADAM
Séparateur d'hydrocarbures – N°24	Chemin des Pommiers	95290 L'ISLE-ADAM
Séparateur d'hydrocarbures – N°30	Face au n°16 avenue Paul Thoureau	95290 L'ISLE-ADAM
Clapets anti-retour – Vannes – Limiteurs de débit – Sonde hydrocarbure	Sur tout le territoire du SIAPIA suivant plan joint au dossier d'appel d'offres	

## **Article 3. Description des ouvrages**

### **3.1. Présentation**

Les réseaux de collecte des eaux usées du SIAPIA sont équipés de postes de refoulement eaux usées, de points de mesures télé surveillés, de séparateurs d'hydrocarbures télé surveillés situés sur les communes de Parmain et l'Isle Adam.

Le réseau d'eaux pluviales de la ville de l'Isle Adam est équipé d'un poste de refoulement situé sur la commune de l'Isle Adam et entretenu par convention par le SIAPIA.

Les fiches techniques descriptives des installations en possession du SIAPIA sont annexées au présent C.C.T.P. Elles précisent une partie des équipements dont le Prestataire aura la charge au titre du présent marché.

### **3.2. Connaissance des installations**

Le Prestataire déclare bien connaître les installations à exploiter ainsi que les procédés employés pour satisfaire aux obligations de résultat.

Le Prestataire est réputé s'être rendu compte sur le site de l'importance et de la nature des ouvrages et équipements à exploiter et de toutes les difficultés liées à leur exploitation.

Les renseignements donnés dans les pièces du dossier de consultation pour l'ensemble des ouvrages existants ne constituent que des éléments d'information que le Prestataire vérifie sur place, lors de la visite des sites prévue au règlement de consultation, et complète sous sa responsabilité.

### **3.3. Nature des eaux transitant dans les réseaux eaux usées**

Les effluents transitant dans les réseaux d'eaux usées doivent être conformes à ceux décrits dans l'instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations, qui prévoit en particulier que le réseau reçoit des eaux dont le pH est compris entre 5,5 et 8,5 et d'une température maximum de 30 °C.

Le règlement d'assainissement du SIAPIA définit les conditions générales d'admissibilité fixées par la réglementation et appartenant aux catégories suivantes :

- Eaux Usées domestiques et assimilées
- Eaux Usées non domestiques.

En tout état de cause, le SIAPIA demeure seul responsable du respect des conditions d'admissibilité définies ci- dessus pour les effluents arrivant aux installations.

La responsabilité du Prestataire ne saurait être recherchée en cas de mauvais fonctionnement des dites installations, imputable aux caractéristiques non conformes des effluents aux conditions d'admissibilité fixées par la réglementation.



## **Article 4. Conditions générales d'exécution**

### **4.1. Prise en charge de l'exploitation des ouvrages**

Le SIAPIA communiquera au Prestataire tous les plans et dossiers techniques en sa possession.

Ces documents seront tenus à jour pendant la durée du marché par le Prestataire et remis au SIAPIA en fin de marché.

Dès la prise d'effet du présent contrat, le Prestataire prend en charge les ouvrages dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exprimer aucune réclamation contre le SIAPIA ni pouvoir invoquer, à aucun moment, l'état et la disposition desdits biens pour se soustraire aux obligations du marché, sauf en cas de vice caché.

Le Prestataire a à sa charge la maintenance de ces installations en assurant, à l'exception des ouvrages de génie civil et canalisations enterrées, l'exploitation et l'entretien des équipements afin de maintenir en permanence la disponibilité et la fiabilité des équipements électromécaniques et techniques aux performances initiales permettant la continuité de la collecte des eaux usées et de l'écoulement des eaux pluviales.

### **4.2. Modification des ouvrages**

Les modifications des installations feront l'objet d'un procès-verbal signé des deux parties, accompagné du dossier des ouvrages concernés. S'il y a lieu, un bon de commande contractualisera cette extension ou modification des ouvrages à exploiter, tenant compte des économies d'échelle ou/et des coûts supplémentaires, conformément au Code des Marchés Publics.

Le Prestataire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux effectués sur les équipements, objet du présent marché dont il n'est pas lui-même chargé et a libre accès aux chantiers.

Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels il donne son avis.

Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il pourra le signaler au SIAPIA, par écrit, dans le délai de huit (8) jours.

Tous les plans et documents du service sont propriétés du SIAPIA. Lorsqu'il effectue des modifications sur les installations, le Prestataire transmet au SIAPIA les fiches modificatives et les plans de récolement s'il y a lieu, la totalité des documents, à jour de toute modification, étant à lui remettre en fin de marché.

Des travaux d'amélioration des ouvrages et équipements visant à optimiser et sécuriser le fonctionnement des installations peuvent être proposés par le Prestataire au SIAPIA, qui reste seul juge de la suite à donner à la proposition. Si le SIAPIA décide d'engager les travaux correspondants, ils sont attribués conformément au Code de la commande publique.

Pendant la durée d'exécution du marché d'exploitation, en cas de modification éventuelle des ouvrages ou équipements, notamment à l'issue des travaux d'améliorations et de mise en conformité et lors d'opérations de renouvellement, le Prestataire aura la charge de la mise à jour des pièces écrites les concernant :

- Plans de récolement desdits ouvrages,
- Notices et documentations techniques des fournisseurs
- Notices d'entretien des différents matériels comportant le détail des pièces de rechange,
- Notices d'exploitation.
- Mises à jour de l'inventaire.

### **4.3. Conditions générales d'intervention, cas de force majeure**

Si la capacité nominale des ouvrages ou équipements vient à être dépassée, le Prestataire prend toutes dispositions pour assurer la qualité et la continuité du service avec la capacité actuelle des ouvrages.

En cas d'interventions programmées pour entretien ou réparation nécessitant l'arrêt temporaire total ou partiel des installations, le Prestataire informe préalablement par écrit le SIAPIA. Les dates, délais, conditions d'intervention et mesures conservatoires à mettre en œuvre, pour réduire au maximum d'éventuelles nuisances sur l'environnement, seront définis d'un commun accord.

En cas de force majeure, le Prestataire prend immédiatement, de jour comme de nuit, toutes mesures nécessaires pour remédier à la situation et le SIAPIA en sera avisé dans les plus brefs délais.

En tout état de cause, le SIAPIA subroge le Prestataire dans tous ses droits aux actions nées ou à naître à l'encontre de tout tiers qui occasionnerait des dommages à l'installation.

Le Prestataire doit se garantir des risques du fait des biens des personnes et du fait du fonctionnement des installations.

### **4.4. Initiation des personnels du SIAPIA**

Dans le cadre du présent marché, le Prestataire sera tenu d'initier, sur site, ce personnel technique du SIAPIA ou son représentant à la conduite, à l'entretien, aux règles de bon fonctionnement des équipements et à la gestion technique des installations.

Le SIAPIA remettra au Prestataire la liste nominative (qui pourra être modifiée pendant la durée du marché) des techniciens désignés par lui pour être initiés en coordination avec le Prestataire à certaines opérations d'exploitation et de maintenance des équipements et à la gestion technique.

Le planning de présence de ce personnel sera établi mensuellement et sera validé entre le Prestataire et le SIAPIA, et concernera les opérations suivantes :

- Planification de la maintenance et de l'entretien préventif,
- Réglages, entretien, conduite des installations,
- Contrôles techniques du fonctionnement des équipements,
- Suivi technique des installations, rendements, mesures de contrôle, diagnostics,
- Suivi mensuel et annuel, rapports d'exploitation.
- Contrôle de conformité des installations électriques

Le personnel technique du SIAPIA ou l'assistant au maître d'ouvrage agiront en observateur sans se substituer au Prestataire et en lui causant le minimum de gêne et n'interviendra, en aucun cas, sur le fonctionnement et les réglages des installations, qui restent de la responsabilité totale du Prestataire. Ce personnel aura, au préalable, satisfait à toutes les mesures prévues en matière d'hygiène et sécurité (habilitation électrique, vaccination, accord de la médecine du travail...) et reste sous l'entière responsabilité du SIAPIA, qui leur fournira les équipements de protection individuelle et véhicule nécessaires. Il sera tenu compte par le Prestataire de la présence de ce personnel dans l'établissement des mesures de sécurité et plans de prévention.

### **4.5. Règles techniques de référence**

Le Prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque ou d'un oubli dans l'énumération des normes et règles de l'art présentées ci-dessous.

D'une manière générale, les équipements et les installations seront réalisés suivant les règles de l'art, et répondront aux prescriptions et spécifications des normes et des textes réglementaires français, et, en particulier, aux documents précisés ci-après.

En cas de contradiction entre différentes normes et réglementations, le texte le plus restrictif sera appliqué.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature du marché feront foi.

Si pour un matériel déterminé, il n'existe pas de réglementation particulière, le Prestataire proposera au SIAPIA le matériel qu'il jugera approprié, et lui remettra toutes justifications permettant d'en apprécier la bonne qualité (procès- verbaux d'essais, références, etc.).

L'acceptation d'un matériel par le SIAPIA ne pourra pas avoir pour effet de dégager le Prestataire de ses responsabilités.

Dans tous les cas, il appartiendra au Prestataire de prendre toutes les dispositions pour démontrer au SIAPIA que les installations livrées seront conformes aux exigences de la réglementation.

Les installations du présent marché seront réalisées suivant les règles de l'art et répondront aux prescriptions et spécifications des normes et textes réglementaires français en vigueur, des fascicules des CCTG travaux, notamment :

- Fascicule n°73 : Equipement hydraulique, mécanique et électrique des stations de pompage d'eaux d'alimentation et à usages industriels ou agricoles,
- Fascicule n°81, titre I<sup>er</sup> : Construction d'installation de pompage pour le relèvement ou le refoulement d'eaux usées domestiques, d'effluents industriels ou d'eau de ruissellement ou de surface.

#### **4.5.1 Lois, décrets et arrêtés**

Les lois, décrets et arrêtés ci-après sont applicables au présent marché :

- Le Code du Travail,
- Les Règlements Sanitaires du Département,
- Le règlement d'assainissement du SIAPIA,
- Et plus généralement l'ensemble des lois, décrets, circulaire ou tout autre texte réglementaire en vigueur

#### **4.5.2 Normes et règlements**

Les normes et règles ci-après sont applicables au présent marché :

- les normes de l'AFNOR, en particulier la norme 2-67-101 relative à la réalisation des études informatiques,
- les normes et les recommandations éditées par l'Union Technique de l'Electricité (UTE), et en particulier les normes NF C 15.100, NF 13.100, NF C 12.100 et leurs additifs, ainsi que :
  - la norme NF C 79.110 sur les circuits de commande,
  - la norme NF C 63.850 "Automates programmables",
  - la norme NF C 20.010 relative aux règles communes aux matériels électriques - "Classification des degrés de protection procurés par les enveloppes",
  - la norme NF C 51 155 relative aux moteurs asynchrones triphasés (à quatre pôles), de type "fermé" à rotor bobiné,
- La norme UTE C18-510 concernant les instructions générales de sécurité d'ordre électrique,
- La norme NF E85-010 concernant les échelles métalliques fixes avec ou sans crinoline,
- Tous les autres Documents Techniques Unifiés non cités dans le présent CCTP et relatifs à des travaux intervenant dans le cadre de ce marché.

## **Article 5. Consistance des prestations**

### **5.1. Principes généraux**

Le Prestataire assure l'exploitation des postes de refoulement et ouvrages du présent marché conformément au présent cahier des charges, à la capacité des ouvrages et équipements, aux normes et à la réglementation en vigueur, notamment à l'arrêté du 21 juillet 2015 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte des eaux usées.

Le suivi technique, la surveillance des ouvrages, les documents d'exploitation et les rapports à remettre au SIAPIA seront conformes aux dispositions de l'arrêté précité, à la circulaire du 6 novembre 2000.

La mise en place de ces dispositions doit permettre au SIAPIA, par la mise en relation des informations issues de l'ensemble des intervenants sur les ouvrages des eaux usées et des eaux pluviales, d'être en conformité avec la réglementation, d'améliorer l'exploitation du système de collecte d'eaux usées et de maintenir en permanence l'écoulement des eaux pluviales.

Le Prestataire informe le SIAPIA de l'évolution des ouvrages et équipements qu'il exploite, et des travaux à prévoir en fonction de cette évolution.

Les installations doivent notamment conserver les capacités de fonctionnement et les performances initiales, et être entretenues afin d'assurer en permanence le service pour lequel elles sont établies.

Pour satisfaire à cette obligation d'entretien, le Prestataire constitue à ses frais un stock de pièces d'usure et de rechange et organise une permanence des personnels d'entretien de façon à limiter au strict minimum le délai de remise en état d'ouvrages, de machines ou d'équipements dont l'arrêt ou le fonctionnement partiel réduirait la capacité de fonctionnement des installations.

### **5.2. Organisation générale des prestations**

#### **5.2.1. Définition des prestations de maintenance**

La définition de la maintenance est celle de la norme NF EN 13306 X 60-319 du 27 janvier 2018 : la maintenance est l'ensemble des activités destinées à maintenir ou à rétablir un bien dans un état ou dans des conditions données de sûreté de fonctionnement, pour accomplir une fonction requise. Ces activités sont une combinaison d'activités techniques, administratives et de management.

Le Prestataire réalise les opérations de maintenance des niveaux 1, 2, 3, 4, 5 définies par cette norme, de l'ensemble des équipements hydrauliques, électriques, séparateur d'hydrocarbures, sondes et automatismes, mécaniques objet du présent marché afin d'assurer en permanence la disponibilité et la fiabilité des équipements électromécaniques du service, dans les conditions de performances initiales.

Ces opérations de maintenance sont notamment celles déterminées par le constructeur des équipements, mais elles ne sont pas exhaustives.

Les prestations seront définies comme suit :

#### **Maintenance préventive**

Les visites et interventions de maintenance préventive sont destinées à évaluer et/ou atténuer la dégradation et réduire la probabilité de défaillance d'un bien.

Maintenance préventive systématique

Elles sont exécutées à intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'unités d'usage mais sans contrôle préalable de l'état du bien.

Maintenance préventive conditionnelle

Elles incluent l'évaluation des conditions physiques, l'analyse et les éventuelles actions de maintenance qui en découlent.

Maintenance corrective (dépannages-réparations)

C'est la maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à rétablir un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

Maintenance corrective différée

C'est la maintenance corrective qui n'est pas exécutée immédiatement après la détection d'une panne, mais est retardée en accord avec des règles de maintenance données.

Maintenance corrective d'urgence

C'est la maintenance corrective qui est exécutée sans délai après détection d'une panne afin d'éviter des conséquences inacceptables.

## **5.2.2. Définition des niveaux de maintenance**

La norme NF EN 13306 X 60 définit, à titre indicatif, cinq «niveaux de maintenance» (comprendre «interventions») :

Niveau 1 :

Le niveau 1 est caractérisé par des actions simples exécutées par du personnel ayant une formation minimale (réglages simples - pas de démontage ni ouverture du bien).

*Lieu* : sur place

*Personnel* : exploitant du bien

*Exemple* : changement de consommable

Niveau 2 :

Le niveau 2 est caractérisé par des actions de base devant être exécutées par du personnel qualifié utilisant des instructions de maintenance détaillées (dépannage par échange standard - opérations mineures de maintenance préventive).

*Lieu* : sur place

*Personnel* : technicien habilité

*Exemple* : changement d'un relais - contrôle de fusibles - réenclenchement de disjoncteur

Niveau 3 :

Le niveau 3 est caractérisé par des actions complexes devant être exécutées par du personnel qualifié utilisant des instructions de maintenance détaillées (identification et diagnostic de pannes - réparation par échange standard - réparations mécaniques mineures - maintenance préventive).

*Lieu* : sur place ou dans atelier de maintenance

*Personnel* : technicien spécialisé

*Exemple* : identification de l'élément défaillant, recherche de la cause, élimination de la cause, remplacement

Niveau 4 :

Le niveau 4 est caractérisé par des actions qui impliquent la maîtrise d'une technique ou d'une technologie et sont exécutées par du personnel technique spécialisé (travaux importants de maintenance corrective ou préventive sauf rénovation et reconstruction - réglage des appareils de mesure - contrôle des étalons).

*Lieu* : atelier spécialisé avec outillage général, bancs de mesure, documentation

*Personnel* : équipe avec encadrement technique spécialisé

*Exemple* : intervention sur matériel dont la remise en service est soumise à qualification

#### Niveau 5 :

Le niveau 5 est caractérisé par des actions qui impliquent un savoir faire détenu par le fabricant ou une société spécialisée à l'aide d'un équipement de soutien logistique industrie (rénovation - reconstruction - réparations importantes).

*Lieu* : constructeur ou reconstruteur

*Personnel* : moyens proches de la fabrication

*Exemple* : mise en conformité selon réglementation d'équipements lourds

L'exploitant tiendra l'inventaire de toutes les opérations de renouvellement effectuées pendant la durée du marché.

### **5.2.3. Visites systématiques de maintenance préventive**

#### Dates et heures

La périodicité d'intervention sera fixée en fonction du matériel et des sites. Les dates et heures exactes des visites sont fixées d'un commun accord avec le SIAPIA. A défaut de cet accord, le Prestataire donne un préavis, pour chaque visite, d'au moins 15 jours. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 24 heures avant la date prévue.

Les visites systématiques peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations.

#### Information du responsable avant la visite

Le Prestataire transmettra à l'agent responsable au SIAPIA ou à l'AMO de l'exploitation du système le planning des visites.

#### Temps maximum d'indisponibilité

La visite ne doit pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement supérieure à 2 (deux) heures.

Dans le cas contraire, le Prestataire demande l'accord du SIAPIA.

#### Rapport de visite

A chaque visite, le personnel d'intervention du Prestataire établit le compte rendu sur les fiches d'entretien qui sont remises au SIAPIA chaque mois.

Il atteste que les opérations systématiques ont bien été effectuées. Il signale les interventions effectuées à son initiative ainsi que les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

Il porte ses observations telles que : anomalies constatées, usures de certains organes, risques de détérioration, ...

Ces rapports de visite pourront être sous format informatique.

### **5.2.4. Maintenance préventive conditionnelle - Maintenance corrective**

#### Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun. Si le Prestataire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable du marché afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires.

#### Initiative des interventions - Accord du SIAPIA

Le Prestataire intervient sur bon de commande à partir d'une proposition détaillée préalablement acceptée par le SIAPIA.

Lorsqu'en cours d'exécution le Prestataire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, il doit demander l'accord du SIAPIA avant toute modification dans l'exécution des prestations.

#### Compte rendu d'intervention

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le Prestataire d'un compte rendu, à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, au SIAPIA.

#### Délais des interventions urgentes

Sur simple appel téléphonique du Syndicat, les dépannages et réparations sont effectués dans le délai maximal de 2 heures :

- heures ouvrables de jour : 2 heures
- heures ouvrables de nuit : 2 heures
- heures non ouvrables (week-end et jours fériés) : 2 heures

Le Prestataire pourra proposer des délais d'intervention plus courts dans son mémoire technique.

### **5.2.5. Maintenance courante**

Les dépenses des niveaux 1, 2 et 3 de composants, de pièces de rechange, d'entretien et d'usures ou de petits équipements concernent toutes les dépenses de fournitures d'un montant unitaire inférieur à 600.00 € HT, le montage étant assuré par le personnel affecté à la maintenance.

Toute pièce remplacée est neuve sauf accord du SIAPIA.

Le montant de ces dépenses est pris en compte, par le Prestataire, dans le prix de la prestation d'exploitation de chaque équipement.

### **5.2.6. Gros entretien, renouvellement, améliorations**

Les dépenses des niveaux 4 et 5, concernent les interventions de gros entretien ou de renouvellement sur des composants ou équipements pour lesquels le montant global hors taxes, d'une intervention et les frais de sous-traitance éventuelles pour les interventions spécifiques, est supérieur à 1 000 € HT.

L'exploitant adressera des devis au SIAPIA hors marché pour les dépenses de maintenance des niveaux 4 et 5 des équipements hydrauliques, électriques, mécaniques et d'instrumentations. Le SIAPIA validera et adressera alors un bon de commande

Le remplacement d'organes sera effectué en prenant en considération les conditions de fonctionnement et les caractéristiques techniques du matériel existant, et l'évolution des débits sur l'ouvrage concerné.

Toute pièce remplacée est neuve sauf accord du SIAPIA.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants homologués compatibles.

Les tolérances mécaniques devront être conformes aux réglementations en vigueur.

Les matériaux et matériel devront être choisis de façon à assurer un bon fonctionnement mécanique de l'ensemble.

### **5.2.7. Durée des interventions**

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement des installations.

Après 2 jours d'indisponibilité, le SIAPIA peut demander au Prestataire la mise à disposition gratuite de matériels de remplacement ou de sous-ensembles pendant la durée de l'indisponibilité.

### **5.2.8. Coordination des interventions de maintenance**

Dans le cas où le Prestataire du présent marché n'est pas le constructeur ou l'installateur, lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le Prestataire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

## **5.3. Prestations sur les postes de refoulement – Sondes de mesures – Séparateurs d'hydrocarbure – sonde hydrocarbure**

Les prestations à réaliser dans le cadre de ce marché sont :

- L'entretien et le nettoyage des locaux techniques, des abords et voiries privatives des postes, des clôtures, des portes et serrureries d'accès aux ouvrages et regards,
- L'entretien des peintures de protection des équipements électromécaniques, électriques (armoires),
- Les petites reprises de maçonnerie liées aux équipements et trappes d'accès et toutes autres tâches d'exploitation nécessaires au fonctionnement normal des installations,
- Le nettoyage et l'évacuation des déchets selon la filière d'évacuation qui respecte la réglementation en vigueur et qu'elle que soit son évolution,
- Le nettoyage des parois et fonds de cuves,
- La traçabilité des sous-produits évacués (mise à disposition des bons du centre de traitement agréé),
- La maintenance de niveaux 1, 2 et 3,
- Le personnel nécessaire à l'entretien,
- Le contrôle du bon fonctionnement et plus particulièrement des pompes,
- Le contrôle de l'intensité et de l'isolement des pompes,
- La vérification et le remplacement si nécessaire des pièces d'usure,
- La fourniture des consommables et des pièces d'usure,
- L'entretien et l'exploitation de la télégestion comprenant :
  - Le personnel nécessaire au fonctionnement
  - Les coûts liés à la communication,
  - L'édition des rapports de fonctionnement,
  - La maintenance des moyens de communication,
  - Les reprogrammations éventuelles pour améliorer le fonctionnement,
- Le remplacement des éléments défectueux tels que les pompes, poires et tout autre appareillage permettant le fonctionnement du poste,
- Les prestations spécifiques sur les équipements :
  - Poires de niveau :
    - Nettoyage du capteur,
    - Enlèvement des éléments flottants susceptibles de fausser la mesure,
    - Vérification du fonctionnement,
  - Télé transmetteurs :
    - L'entretien et l'exploitation de la télégestion
  - Le personnel nécessaire au fonctionnement,
  - La maintenance des télé transmetteurs,



- Le remplacement des éléments défectueux et autres appareillages permettant le fonctionnement des mesures,
- Les travaux de maintenance préventive et corrective des matériels de mesures, d'acquisition et de communication,
- Les travaux d'entretien, de contrôle, d'essai et d'étalonnage des matériels d'instrumentation et des sondes de mesures physiques,
- Les prestations spécifiques sur les équipements :
  - Centrales d'acquisition :
    - Vérification de la cohérence des mesures,
    - Essais, étalonnage de l'ensemble des capteurs de mesure,
  - Sondes à ultrasons :
    - Nettoyage du capteur,
    - Enlèvement des éléments flottants susceptibles de fausser la mesure,
    - Vérification de la cohérence de la mesure,
  - Armoire électrique :
    - Entretien courant, dépoussiérage...
    - Vérification du câblage et des connexions, resserrement des connexions,
    - Vérification des tensions et courants,
    - Contrôle de la sécurité : parafoudre, batterie...
  - Pompes :
    - Contrôle de l'isolement et l'intensité,

#### **Cas particulier du poste de refoulement du Chemin des Carrières de Cassan**

Ce poste est équipé d'un système de traitement de l'H<sub>2</sub>S par incorporation de sulfate de fer.

Compte-tenu de la consommation théorique de sulfate ferreux, un approvisionnement mensuel de 0,8m<sup>3</sup> est à prévoir.

La quantité de sulfate ferreux réellement consommée sera alors déterminée et un constat contradictoire sera établi entre l'opérateur économique et le maître d'œuvre

### **5.4. Autres prestations**

- L'amenée et le repliement du matériel nécessaire à l'ensemble des prestations,
- Les contrôles imposés par les règles d'hygiène et de sécurité, qui devront être réalisées par des organismes agréés par l'Etat notamment :
  - Le contrôle réglementaire des installations électriques,
  - Le contrôle réglementaire des installations de levage et de manutention.
  - Et tout autre contrôle rendu obligatoire par la législation en vigueur à la date d'établissement de l'offre.
- La surveillance et l'entretien courant des équipements, incluant une astreinte 24/24 heures pour les interventions d'urgence,
- Le contrôle préventif de la permanence des équipements lors d'alertes de fortes précipitations signalées par le SIAPIA ou de Météo France,
- La fermeture des vannes de surverses dans le cas de crue de l'Oise et l'information immédiate du SIAPIA,
- La vérification en atelier des sous-ensembles constitutifs des matériels et ou leur réparation à des fournisseurs d'équipements agréés,
- La gestion des stocks des pièces détachées et de toutes les fournitures nécessaires à l'activité,
- La mise à jour de l'inventaire, des documents et notices techniques des fournisseurs, des notices d'exploitation pour tous les matériels modifiés ou remplacés,

- La mise à jour des documents techniques,
- Les rapports d'interventions,
- Les rapports mensuels d'exploitation,
- Les rapports annuels techniques d'exploitation,

## **5.5. Astreintes**

Dès la notification du marché, le Prestataire mettra immédiatement en place une astreinte permettant de recevoir les alarmes des postes, des ouvrages qui en sont équipés et les appels d'urgence en cas d'anomalies ou lors d'événements pluvieux qui nécessitent une surveillance particulière des équipements.

En cas de panne ou de débordement signalé soit par la télésurveillance pour les ouvrages qui en sont équipés, soit par les services techniques du SIAPIA ou par un tiers, le Prestataire est tenu d'intervenir dans un **délai d'une (1) heure Maximum**.

## **5.6. Situation de crises : Pollution, inondation, ...**

En cas de constat d'arrivée de rejet polluant dans les ouvrages, le Prestataire alertera immédiatement le SIAPIA, afin qu'il puisse prendre les dispositions nécessaires sur les réseaux (prélèvement pour analyse, plan d'urgence, ...) et informer, si nécessaire, les autorités compétentes et l'exploitant de la station d'épuration afin de déterminer les dispositions à prendre pour faire face et remédier à cette pollution, et préserver les installations de traitement et de collecte et le milieu récepteur.

Les moyens et l'organisation du Prestataire doivent permettre de prévenir tout incident sur le fonctionnement des ouvrages objet du présent marché, notamment lors d'alertes d'événements pluvieux importants signalées par le SIAPIA ou météo France. Si nécessaire le Prestataire effectue une visite de contrôle préventive dès qu'il a l'information de l'alerte.

Dans ces situations, les personnels d'astreinte du Prestataire se tiennent en alerte et se coordonnent avec les services techniques du SIAPIA, à qui il rend compte au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

## **5.7. Prestations Comprises dans le marché**

Sont comprises dans les prestations du présent marché :

- La fourniture d'énergie : les abonnements, les dépenses d'électricité, d'eau potable, sont à la charge du prestataire pour les ouvrages syndicaux et communaux.

- La fourniture des moyens de communication. Les abonnements sont à la charge du prestataire. Le coût des communications pour joindre les postes de refoulement, les appareils de mesures, les séparateurs hydrocarbures, la sonde hydrocarbure sont à la charge du Prestataire.

- La ville de L'Isle Adam conservera à sa charge le paiement des factures, d'électricité des postes du château Conti, du poste situé rue Pierre Terver et des postes eaux usées et eaux pluviales du Stade Grante qui sont raccordés aux réseaux des bâtiments communaux.

- L'entretien des espaces verts est assuré par le prestataire y compris sur une bande d'au minimum de 1 mètre en périphérie des ouvrages et clôtures. La hauteur des gazons ne devra jamais excéder 15 cm.

Les travaux non prévus dans le cadre du présent marché seront attribués conformément au Code de la commande publique.

## **Article 6. Préconisations relatives à la réalisation des prestations**

### **6.1. Conditions d'accessibilité aux ouvrages**

Les accès aux ouvrages seront déterminés par le SIAPIA. Dans tous les cas, ces accès devront être entretenus par le Prestataire pendant la durée du marché.

Pour des raisons de sécurité, le SIAPIA pourra décider de l'interdiction de l'accès aux ouvrages durant certaines heures, ou en certaines circonstances.

Le Prestataire est tenu de veiller à la sécurité des usagers, et de prendre toute mesure de protection d'urgence nécessaire, qu'il en ait la charge ou non.

Il doit tenir compte de la particularité des accès pour l'amenée de son matériel et la circulation de ses camions et fera son affaire des autorisations administratives.

### **6.2. Signalisation - Restriction / déviation de la circulation**

Le Prestataire fournira et mettra en place tous les éléments permettant d'assurer le balisage du chantier, la signalisation et l'information des usagers, conformément à la législation, et en particulier :

- signalisation d'approche
- fléchage et balisage des itinéraires de déviation
- arrêté de circulation.

La mise en place de la signalisation, des déviations et de la circulation alternée est à la charge du Prestataire. Cette signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Avant de commencer un travail sur route circulée ou même en bordure de chaussée, le balisage et les panneaux de signalisation temporaire de chantier sont mis en place.

Pour être efficace, la signalisation temporaire est adaptée, cohérente, crédible, lisible et stable. La signalisation des chantiers sera conforme aux dispositions du Livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière qui figurent sous le titre : « huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992 modifié), de jour comme de nuit.

Le Prestataire sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

### **6.3. Maintien des abords et du chantier en état de propreté**

Toutes dispositions seront prises afin que le chantier soit maintenu en parfait état de propreté, à la fois pendant les travaux, et jusqu'à la réception des travaux.

Le Prestataire est tenu de ramasser ses propres gravois, et ceci au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le Prestataire doit procéder au nettoyage, ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

En fin de travaux, et juste avant la réception, le Prestataire procédera à un nettoyage général de l'ensemble du chantier. Il procédera à l'évacuation de l'ensemble des installations de chantier et ouvrages provisoires.

## **6.4. Propreté des voies publiques et des abords**

Il est interdit de laisser se répandre sur la chaussée de l'eau, de la boue ou une matière quelconque. Le Prestataire est tenu de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords du chantier les

chaussées et trottoirs ne soient souillés par des matériaux provenant des travaux.

Aucun engin ne doit quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté comporte un risque de souillure des chaussées.

Une fois par semaine, un nettoyage général du chantier devra être effectué. En fin de travaux, le nettoyage final de mise en service sera à effectuer.

Dans le cas où ces prescriptions ne sont pas observées, le SIAPIA se substituera, sans mise en demeure préalable, au Prestataire ; les frais ainsi engagés sont recouvrés auprès du prestataire dans les formes réglementaires.

## **6.5. Accessibilité à la circulation y compris piétonne**

L'accès des promeneurs est interdit.

Le Prestataire doit donc s'adapter à ces contraintes et prévoir le dévoiement de la circulation, piétonne, par des dispositifs de protection, de la signalisation et du balisage afférent.

Le Prestataire conduira les travaux de manière à réserver un accès aux services de secours et d'incendie ainsi qu'aux différents services publics (la poste, le ramassage des déchets ménagers, les transports scolaires, etc...).

## **6.6. Organisation et maintien du service**

Le Prestataire prendra toutes dispositions pour limiter l'arrêt des équipements au strict minimum et si des arrêts prolongés sont rendus nécessaires pour réaliser certains travaux il mettra en œuvre les moyens complémentaires pour assurer la sécurité et la continuité du service qu'il soumettra à l'accord préalable du SIAPIA.

L'organisation des travaux par le Prestataire, tant pour les travaux d'amélioration et de mise en conformité que pour les travaux de gros entretiens - renouvellements sera défini et réalisé de manière à ne pas endommager ou salir les équipements en place par la mise en œuvre de protections efficaces pour éviter toute détérioration des équipements neufs ou existants, par la poussière, les vibrations, les chutes de gravats et toute autre nuisance.

## **6.7. Travaux en domaine public**

Le Prestataire devra faire les demandes de DICT avant toute programmation de travaux sur domaine public.

Le Prestataire doit consulter le Guichet Unique (Décret n°2010-1600 du 20 décembre 2010) directement ou via un prestataire d'aide à la déclaration agréé, pour une information exhaustive et centralisée sur les réseaux.

Le Prestataire est tenu de suivre la procédure DT-DICT (Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011) :

- Consulter le Guichet Unique directement ([reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://reseaux-et-canalizations.gouv.fr)) ou via un prestataire d'aide agréé ;

- Compléter et envoyer les DICT (référence à la DT initiale, plans du projet à la bonne échelle), transmise suffisamment tôt pour que les réponses des exploitants de réseaux puissent être réceptionnées, au regard des délais de réponse réglementaires qui leur sont fixés, au plus tard avant le démarrage des travaux ;
- Réceptionner les récépissés de DICT. Le plan de l'emprise du projet et la liste des destinataires de la DICT sont obtenus à l'issue de cette consultation. Le plan de l'emprise du projet doit être joint à la déclaration, y compris pour un déclarant ne disposant pas d'une connexion à internet impliquant une consultation de la liste des exploitants en Mairie.

En cas d'absence de réponse de l'exploitant passé le délai de 9 jours (jours fériés non compris) après réception par l'exploitant : envoi d'une lettre de rappel. L'exploitant a alors 2 jours ouvrés pour répondre. Si l'absence de réponse persiste, les travaux ne peuvent pas être engagés pour les réseaux sensibles.

## **6.8. Insonorisation des engins de chantier**

Les matériels utilisés sur les chantiers ainsi que les conditions de leur utilisation doivent satisfaire à la réglementation fixée en application de l'arrêté du 22 mai 2006, relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Le SIAPIA pourra interdire l'emploi sur le chantier, sans indemnité pour l'entrepreneur, de tout appareil ou engin qui ne satisferait pas à cette réglementation.

## **6.9. Limitation des nuisances causées aux riverains**

### **6.9.1. Niveau acoustique en limite de chantier**

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 85 dB(A).

### **6.9.2. Contrôle permanent du niveau acoustique**

Le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier doit être permanent. Ce contrôle permanent sera réalisé par la mise en place de capteurs judicieusement placés autour du bâtiment, vérifiant en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

### **6.9.3. Limitation des émissions de poussières et de boue**

- La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier.
- Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur.

## **6.10. Limitation des risques sur la santé du personnel**

### **6.10.1. Niveaux sonores des outils et des engins**

Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil.

### **6.10.2. Risques sur la santé liés aux produits et matériaux**

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées. Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

## **Article 7. Préconisations relatives aux fournitures**

### **7.1. Généralités**

Tous les matériaux et matériel employés pour ce marché doivent être de nature et de qualité correspondant aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de remise des offres.

Les équipements (outillages, véhicules, etc.) devront respecter la législation et être entretenus conformément à celle-ci.

A la demande du SIAPIA le Prestataire devra présenter l'ensemble des documents permettant de s'assurer du bon respect de cette clause (contrôle technique, vérification, carnet d'entretien etc.).

Tous les équipements de sécurité, prévus pour les travaux de mise en conformité des ouvrages, seront réalisés suivant les normes en vigueur. La nature de tous les matériaux sera précisée dans l'offre sans toutefois qu'elle puisse déroger aux principes énoncés ci-dessous.

### **7.2. Evolutivité**

Les fournitures proposées par le Prestataire devront être capable d'évoluer dans le temps. Les technologies employées devront constituer des standards, être normalisées, être hautement paramétrables et hautement configurables. Ces points sont garants, d'une part, d'une grande pérennité et, d'autre part, d'une grande évolutivité (capacité du système à intégrer ces variations sans modification de ses caractéristiques et performances, notamment en temps de réponse).

### **7.3. Provenance et qualité des matériaux et fournitures**

#### **7.3.1. Provenance**

Tous les matériaux, matériels, composants, appareils, outillages et produits sont de préférence d'origine française.

Sinon, le Prestataire fait état des dispositions, traités et accords internationaux autorisant cette provenance.

Le Prestataire doit dans ses conventions avec ses fournisseurs inscrire toutes les obligations résultant du présent C.C.T.P.

Le Prestataire peut remplacer les composants qu'il juge utiles pour conserver au matériel toutes ses performances à condition d'avoir l'accord du constructeur des éléments et sous-éléments concernés. Il doit en informer le SIAPIA. Ces composants doivent être neufs. S'ils font l'objet d'une garantie constructeur, le Prestataire doit réserver le bénéfice de celle-ci au SIAPIA. Les composants défectueux sont remis au SIAPIA.

#### **7.3.2. Qualité**

Elle tient compte de l'environnement des matériels électriques et électroniques soumis à des conditions dépendant des lieux d'implantation.

Les matériaux, matériels, composants, appareils, outillages et fournitures employés pour l'exécution des travaux objet du présent marché doivent être neufs, de fabrication récente, de premier choix, agréés par le SIAPIA.

Ils sont conformes au présent C.C.T.P

De façon générale, ils doivent satisfaire aux normes françaises et aux textes réglementaires en vigueur.

### **7.3.3. Livraison et transport**

Le Prestataire assure la logistique de la maintenance, c'est à dire qu'il prend en charge l'emballage et le transport des matériels expédiés chez le réparateur, ainsi que les opérations de réception de ceux-ci qu'ils soient neufs ou réparés.

Dans le cas d'une réparation par le fabricant et le remplacement des pièces en stock, le Prestataire propose un devis de réparation qui, s'il est accepté par le SIAPIA, fait l'objet d'un bon de commande.

## **7.4. Appareils et canalisation d'alimentation électrique**

D'une manière générale, les installations devront être conformes aux :

- Textes officiels, lois, décrets, arrêtés, circulaires et leurs additifs, ainsi qu'aux fiches, notes et commentaires techniques qui les précisent.
- Normes en vigueur.
  - NFC 11.201 PR : Réseau de distribution d'énergie électrique. Edition Mars 1991
  - NFC 11.210 : Travaux d'électrification zone rurale CCTP. Edition Mai 1991 conseil pour rédaction CCAP.
  - C.13.100 : Poste de livraison, établi à l'intérieur d'un bâtiment et Edition Juin 83 alimenté par un réseau de distribution publique 2<sup>ème</sup> + M. à J 83 catégorie.
  - C 14.100 : Installation de branchement de 1<sup>ère</sup> catégorie Edition Février 84 comprise entre le réseau de distribution et l'origine d'installation intérieure.
- Publications de l'Union Technique de l'Electricité :
  - série C, NF (enregistrées ou homologuées) qui reprennent les textes officiels et la normalisation française.
  - Série UTE, Série C ... établies sous la seule responsabilité de l'UTE.
  - Commentaires, guides pratiques, prescriptions provisoires et notes d'interprétation permanente.
- Publications du CSTB, notices et Documents Techniques Unifiés (DTU).
- Projets de décrets ou règles, faisant état de pratiques courantes de la profession, proposés à l'homologation.
- Règles interprofessionnelles pour couverture des garanties résultant des obligations d'assurance.
- Toutes les dispositions relevant du code du travail.

Et plus particulièrement :

- Décret N° 88.1056 du 14 Novembre 1988 et à la circulaire DRT 89-2 relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques.
- Normes NF C 15.100 et additifs relatifs aux règles d'exécution et d'entretien des installations de première catégorie.
- Normes NF C 91000 relatives à la compatibilité électromagnétique.
- Recommandations du CCITT.
- Recommandations de l'ARCEP.
- Recommandation des différents groupes de travail dans le cadre de la CEPT.

## **7.5. Appareils de commande, de contrôle et de mesure - Automatismes**

Les appareils sont protégés individuellement contre les surintensités et les courts-circuits.

## **7.6. Serrurerie - Caillebotis - Echelle d'accès**

Les équipements de sécurité, échelles, crinoline, caillebotis, garde-corps, ... seront en aluminium, qualité minimale 6060 (NFA 02 104), ou en polystyrène armé de fibre de verre ou en acier INOX.

Les assemblages directs de matériaux de natures différentes et les couples galvaniques sont à proscrire.

Les serrureries telles que les grilles et râteau de dégrilleurs et leur ossature, les barres de guidage des pompes, les carter de protection, les potences de manutention doivent être en acier inox (AFNOR Z 2 CND 17.12 - AISI 316L)

Les potences et équipements de levages en acier galvanisé seront traités contre la corrosion et devront être dotés d'un marquage indiquant la résistance (décret 93-40).

### **7.6.1. Caillebotis**

Les postes de refoulement sont à équiper de caillebotis antichute en acier galvanisé, aluminium ou en matériau composite, posés sur un cadre en cornière à placer sous les trappes d'ouverture. (Décret 65-48 Art.9 et aux articles R232-1-4 et 1-12 du Code du Travail)

La maille des caillebotis ne doit pas permettre le passage d'une bille de diamètre de 20 mm

Les postes concernés étant équipés de deux pompes, les caillebotis seront en deux parties permettant la manutention de la pompe située sous chacune des parties de caillebotis, sans avoir à lever la seconde.

Les cadres de pose des caillebotis seront en acier traités contre la corrosion ou en aluminium, fixés par chevilles chimiques et boulonnerie en inox 304 L.

La résistance à la flexion des caillebotis doit permettre de supporter une charge de 250 kg/m<sup>2</sup>.

### **7.6.2. Trappes d'accès**

Les trappes d'accès situées sur les zones de circulation doivent satisfaire à une résistance de 30.000 daN pour les véhicules et 10.000 daN pour les personnes.

## **7.7. Visserie - Boulonnerie**

Toute la visserie et boulonnerie, y compris les écrous, contre-écrous, rondelles, etc., seront en inox 304 L et les accessoires annexes (charnières, platines ; ...) en aluminium (qualité minimale 5083 NFA 02 104).

## **7.8. Canalisations**

Les canalisations sous pression des postes de relèvement seront en PVC pression série 16 bars pour un diamètre inférieur ou égal à 100 mm et en acier inox 316 L pour les diamètres supérieurs.

## **7.9. Peinture**

Elle fera l'objet de soin tout particulier pour une tenue excellente du matériel, même en atmosphère humide. Toutes les parties métalliques et oxydables seront traitées efficacement contre toute oxydation. La peinture doit être parfaitement adhérente et appliquée sur des surfaces qui, au préalable, auront été dégraissées et exemptes de toutes tâches ou piqûres de rouille.



## **7.10. Chemins de câbles, tubes, et fourreaux**

Les équipements concernés par les présentes spécifications sont tous ceux qui mettent en œuvre des courants électriques. Sauf spécifications particulières, tous les chemins de câbles, tubes et fourreaux qui seront dans les locaux de commande respecteront la présente spécification.

### **7.10.1. Chemins de câbles**

Les chemins de câbles pourront être :

- soit en fil d'acier soudé, galvanisé à chaud, type Câblofil,
- soit en tôle d'acier perforée, galvanisée à chaud après fabrication,
- soit en matière plastique pour le réseau de télétransmission.

En cas d'utilisation de chemins de câbles en tôle d'acier perforée, ils seront obligatoirement avec des ailes à bord rabattus.

Les éléments de chemins de câbles seront assemblés entre eux, en dehors des points d'appui, par l'intermédiaire d'éclisses permettant un alignement correct des différents tronçons.

Il sera prévu notamment tous les éléments de raccordement nécessaires pour assurer la continuité des

chemins de câbles au changement de niveau et de direction, ainsi qu'en dérivation.

La dimension des chemins de câbles sera adaptée au nombre de câbles transportés.

La hauteur d'aile sera suffisante pour assurer une bonne rigidité des chemins de câbles, en particulier tous les chemins de câbles de dimension supérieure ou égale à 300 mm auront une hauteur d'aile minimum de 50 mm.

Les câbles de tension différente chemineront sur des chemins de câbles différents et un chemin de câbles spécifique sera réservé exclusivement au réseau de télétransmission.

### **7.10.2. Consoles et fixations**

Les chemins de câbles seront fixés par l'intermédiaire d'échelles, de pendards, de consoles assurant une parfaite rigidité de l'ensemble.

Le nombre de consoles-soutiens de chemins de câbles sera suffisant pour que la flèche maximum entre deux consoles soit de 5 mm sans déformation permanente. Dans tous les cas, l'espacement entre deux consoles ne dépassera pas 3 m. Tous les accessoires de pose et fixation (éclisses, consoles, échelles, pendards, boulonnages) seront réalisés en matériau tel que soit évité tout risque de corrosion électrolytique entre les pièces de fixation et de boulonnage, et les chemins de câbles.

### **7.10.3. Mise à la terre**

Les chemins de câbles seront mis à la terre par l'intermédiaire d'un câble cuivre nu, fixé par l'intermédiaire de bornes sur l'aile extérieure du chemin de câbles. Le support de bornes sera conçu pour permettre le montage de bornes avec des rondelles bimétalliques, évitant le couple galvanique.

### **7.10.4. Repérage des chemins de câbles**

Les chemins de câbles seront repérés :

- aux extrémités,
- aux changements de niveau,

- aux changements de direction,
- de part et d'autre des traversées de cloison et de plancher, tous les 20 m linéaires dans les

parcours rectilignes.

Les chemins de câbles seront fixés par l'intermédiaire d'échelles, de pendards, de consoles assurant une parfaite rigidité de l'ensemble.

## **Article 8. Limites et obligations du Prestataire**

### **8.1. Obligation de résultats**

Le Prestataire est tenu de maintenir les équipements en état de fonctionnement optimal avec les durées d'indisponibilité maximale suivantes, si ces délais étaient dépassés le SIAPIA peut prétendre à des pénalités comme défini dans le C.C.A.P. dans les limites fixées ci-après:

Ces obligations ne tiennent pas compte des indisponibilités qui ont fait l'objet d'un accord entre le prestataire et le SIAPIA.

-Arrêt de fonctionnement maximal d'un poste de refoulement : 24 heures.

-Tous dysfonctionnements sur un séparateur d'hydrocarbures : ¼ d'heure

-Tous dysfonctionnements sur les appareils de mesure de débit : 24 heures

-Intervention d'astreinte 24h/24, délai maximal d'intervention d'urgence : 1 heure.

-La réparation ou le remplacement des matériels défectueux devra intervenir dans un délai maximum de 24 heures calendaires.

### **8.2. Obligation de moyens**

Le prestataire est tenu à une obligation de moyens, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour réaliser les prestations objets du marché. Il sera en faute seulement s'il ne s'est pas donné les moyens pour respecter ses engagements.

Les moyens mobilisables par le prestataire devront assurer : la maintenance préventive, la gestion des alarmes, les interventions techniques et le suivi de l'organisation de la maintenance courante.

Le Prestataire mettra à disposition une équipe d'électromécaniciens pour la maintenance de routine et les interventions sur les sites de télégestion. Les agents de terrain devront être mobilisables en cas d'interventions lourdes et multiples. L'ensemble des interventions devra être coordonné par le responsable technique désigné par le Prestataire du marché.

### **8.3. Obligation de conseil**

Le Prestataire est tenu de conseiller le SIAPIA dans ses choix.

### **8.4. Obligation de renseignement**

Le Prestataire doit fournir suffisamment d'informations à la personne publique, pour que celle-ci puisse décider en toute connaissance de cause. Cette information doit être de bonne foi, neutre et objective.

Le Prestataire devra notamment :

- fournir les renseignements nécessaires sur les fournitures et services proposés,
- indiquer les spécifications techniques, les contraintes d'installation et d'environnement, les performances, ...
- fournir les notices explicatives avec des informations insuffisantes,
- informer le client des modifications techniques intervenues ultérieurement à la commande,
- fournir des renseignements exacts et compréhensibles par la personne publique.

## **8.5. Obligation de mise en garde**

Le Prestataire doit mettre en garde la personne publique sur certains points susceptibles d'influer sur sa décision, en attirant son attention sur

- certains éléments présentant des risques,
- certains choix.

## **8.6. Sécurité et environnement**

Toute situation présentant un risque soit pour la sécurité soit pour l'environnement devra être immédiatement signalée au SIAPIA par téléphone (au numéro d'astreinte en dehors des heures ouvrables) et confirmée dans les plus brefs délais par courriel.

## **8.7. Limite**

Le Prestataire est libéré de toutes obligations d'intervention et de pénalités dans le cas suivant :

- cas de force majeure
- mise en chômage ou à l'arrêt d'un ouvrage ou d'un équipement par l'administration,
- pluie, gel, neige dont l'intensité et la durée ne permettent plus les interventions curatives envisagées,
- pollutions des effluents qui mettraient en danger le personnel,
- catastrophes naturelles, en particulier effets de la foudre,
- désordres sur des matériels non maintenus par les fournisseurs (en particulier matériels informatiques, capteurs) et pour lesquels les pièces de rechange n'existeraient pas,

Le Prestataire est libéré de toutes pénalités dans le cas suivant :

- réparations, travaux de maintenance, modifications, déplacements effectués par des personnels ne relevant pas de l'autorité du Prestataire ou sous la direction ou l'approbation du SIAPIA,
- non respect des spécifications d'environnement communiquées par le Prestataire.
- impossibilité d'obtenir les autorisations d'intervention en égout de la part de l'exploitant dans les délais fixés,
- désordres occasionnés aux matériels maintenus, par des tiers au Prestataire du marché,
- désordre sur les matériels non tenus en stock.

Le Prestataire n'est pas responsable des manquements ou des retards qui viendraient à se produire dans l'exécution des prestations prévues dans le présent contrat en raison des circonstances définies ci-dessus.

Sont à prendre en compte cependant :

- les désordres liés au fonctionnement normal des égouts et en particulier ceux causés par le produits et matériaux transportés par les effluents,
- les incidents liés aux variations climatiques (température),
- les informations perdues par erreur de l'exploitant.

## **Article 9. Astreinte et situation de crises**

### **9.1. Astreinte**

Le Prestataire doit, de jour comme de nuit, même les jours fériés, assurer une permanence, lui permettant de recevoir les demandes téléphoniques d'intervention d'urgence et d'y donner suite dans un délai maximum d'une 1 heure en cas de panne ou d'incident sur les installations objet du présent marché.

Dans ce cadre, le prestataire aura à sa charge : de mettre en place, 24 h sur 24 h et 365 jours par an, la structure et les moyens qui lui permettent :

- d'agir sur site en cas de dysfonctionnement du système ou d'un équipement.
  - en cas de panne ou mauvais fonctionnement du à une qualité des équipements non conformes ou à des circonstances indépendantes de la volonté du Prestataire du marché,
  - en cas de détérioration des équipements due à des conditions de fonctionnements exceptionnelles : sabotage, grève, négligence du personnel d'exploitation,...,
  - en cas de dégâts par inondation.
- d'assurer le fonctionnement nominal des ouvrages.

Pour les interventions d'urgence de désobstruction de l'ensemble des ouvrages du présent marché, il est cependant autorisé à désigner une autre entreprise, basée à proximité, avec laquelle il aura passé un accord pour le remplacer, dans ses permanences. Les demandes d'acceptation de ce sous-traitant devront être préalablement présentées à l'agrément du SIAPIA

Dans ce cas, il demeurera responsable de l'intervention de cette entreprise. L'entrepreneur devra fournir.

Le numéro de téléphone à utiliser pour les demandes d'intervention en dehors des jours et heures ouvrables.

Le courriel, où pourront lui être adressées les instructions relatives notamment aux interventions d'urgences pendant les horaires ouvrables.

Les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution du présent marché.

En cas d'incident il devra prévenir de façon systématique (par courrier, par courriel ou par téléphone selon l'urgence) le SIAPIA.

**Toute intervention d'astreinte devra être réalisée par 2 personnes.**

### **9.2. Situation de crise**

Dans ces situations, les personnels d'astreinte du Prestataire se tiennent en alerte et se coordonnent avec les services techniques du SIAPIA, à qui ils rendent compte au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

A la demande du SIAPIA, le Prestataire devra pouvoir mobiliser ses moyens 24 h/24 et 365 jours par an pour intervenir au côté du SIAPIA et sous sa responsabilité, afin de l'assister pendant toute la durée de l'épisode pluvieux prévu par l'alerte météorologique, lorsque :

- Le SIAPIA est soumis à un événement pluvieux se traduisant par des apports et des débits instantanés supérieurs à ceux pouvant transiter dans les rivières, le réseau unitaires et le réseau d'eaux pluviales,
- un événement exceptionnel affecte le bassin versant bien que le système soit entièrement opérationnel et les consignes adaptées à une utilisation optimale des capacités de stockage,

Le Prestataire ayant été mobilisé par le SIAPIA, devra assurer les missions d'exploitation suivantes :

- Interventions d'urgence pour rétablir le bon fonctionnement du système :

- Exploitation du système pendant un événement pluvieux majeur :
- Exploitation du système en cas de crue de l'Oise,
- Assistance technique auprès du SIAPIA pendant la gestion d'un orage,
  - établissement d'un diagnostic du fonctionnement pendant l'événement.
  - information au SIAPIA de tous les désordres constatés sur le terrain.
- Diagnostic des interventions en période de crise, en période pluvieuse

## **Article 10. Hygiène et sécurité**

### **10.1. Principes généraux**

Le Prestataire doit se conformer aux :

- Code du Travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité,
- normes d'installations NF C 15-100 relatives aux ouvrages électriques en exploitation,
- réglementations de sécurité sur les ouvrages d'assainissement confinés,
- règlement de sécurité du SIAPIA.

Les frais de contrôles périodiques des installations, par des organismes spécialisés et agréés qui découlent de la législation, sont à la charge du Prestataire.

Le Prestataire devra informer le SIAPIA de toutes les anomalies et de toutes les lacunes constatées sur les ouvrages existants et indiquer ses besoins lorsqu'il est consulté pour avis sur l'aménagement des nouveaux sites.

### **10.2. Plan de prévention**

Le Prestataire devra compléter avant le début du marché, le plan de prévention pour les interventions prévues dans celui-ci.

Ce plan précisera la liste nominative des intervenants potentiels sur le territoire du SIAPIA, avec leur qualification, fonction et habilitations éventuelles.

Il devra détailler tous les risques liés à l'intervention que ce soit vis à vis du personnel du Prestataire, des intervenants extérieurs (agent du SIAPIA, organismes de contrôle etc.) ou du public, et les mesures mises en place par le Prestataire pour éviter ces risques.

Ce plan sera revu et remis à jour chaque année, et transmis au SIAPIA avec le compte rendu annuel.

En cas d'interventions exceptionnelles programmées, ce plan sera établi et transmis au SIAPIA avant le début de l'intervention.

### **10.3. Hygiène et sécurité des intervenants**

Le Prestataire est tenu de respecter en tout point la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité, et de conditions de travail.

En particulier, les intervenants devront :

- être équipés des protections individuelles (bottes de sécurité, cuissardes, casques, gants étanches, lunettes etc)
- être équipés de détecteurs de gaz tri fonction pour chaque intervenant en milieu à risque
- être équipés de harnais lors de travaux en hauteur.

- être vêtus de vêtements réfléchissants et à haute visibilité, pour les interventions sur routes
- pouvoir assurer leur hygiène (lavage des mains, etc.).

Les fournitures des équipements de sécurité, les vêtements de travail, l'outillage sont à la charge du Prestataire.

L'ensemble des équipements de sécurité individuels et collectifs devra être conforme à la législation et régulièrement contrôlé conformément à celle-ci. Les certificats d'étalonnage et de conformité seront transmis annuellement au SIAPIA.

#### **10.4. Formation et habilitations des intervenants**

Le personnel intervenant sur le périmètre du SIAPIA (y compris les intérimaires) devra avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à leurs interventions et devra posséder les habilitations nécessaires.

Au minimum les intervenants devront posséder l'habilitation au travail en égouts et enceintes confinées ; (CATEC)

Les personnels intervenant dans les locaux ou sur les installations électriques auront obligatoirement les habilitations correspondantes.

Le SIAPIA sera destinataire de la liste nominative des attestations de formation et des habilitations actualisées chaque année.

En cas de modifications (embauche, mutation etc.), le SIAPIA devra être informé par écrit de l'identité du nouvel intervenant, ses fonctions, qualifications et habilitations.

Par ailleurs, l'entreprise devra s'assurer que ses employés (y compris intérimaires) intervenant pour le compte du SIAPIA, ont bien souscrit aux obligations vaccinales préconisées par la Médecine du Travail.

#### **10.5. Espaces confinés**

Les interventions dans espaces confinés, seront effectuées par une équipe de deux personnes au minimum. Un seul ouvrier travaillera à l'intérieur des ouvrages. Il restera en liaison soit visuelle, soit radio avec la personne restant à l'extérieur.

Le Prestataire devra impérativement vérifier l'atmosphère avant toute intervention d'un agent à l'intérieur des cuves (présence H<sub>2</sub>S, gaz explosif, CO...) par un détecteur approprié avant et pendant les opérations.

Il est strictement interdit de fumer aux abords des ouvrages pendant une intervention.

Le chef d'équipe sera muni en permanence d'un portable téléphonique, dont le numéro sera communiqué au SIAPIA

L'équipe n'interviendra pas durant les événements pluvieux, à l'exception des interventions d'urgence qui

Devront faire l'objet de mesures de sécurité supplémentaires préalablement établies. Elle devra se renseigner le matin auprès de météo France du temps de la journée.

#### **10.6. Descente dans les ouvrages en eaux**

Le Prestataire devra prévoir pour la descente dans les ouvrages en eaux les dispositifs de sécurité nécessaires (harnais, corde, ...). Il prévoira également si nécessaire :

- la déviation des eaux,
- la mise en place de batardeaux,

- la mise en place d'obturateurs.

## **10.7. Travail sur chaussée**

Les véhicules d'intervention devront être de type II :

- Feux spéciaux placés dans la partie supérieure des véhicules et visibles de tous les azimuts (feux tournants, feux à tube à décharge, feux clignotants émettant de la lumière jaune orangée).
- Bandes de signalisation rouges et blanches rétro réfléchissantes :
  - Sur chaque côté, une bande horizontale d'une surface au moins égale à 0,16 m<sup>2</sup>,
  - A l'avant, 2 bandes horizontales d'une surface au moins égale à 0,16 m<sup>2</sup>,
  - A l'arrière, 2 bandes verticales et deux horizontales d'une surface au moins égale à 0,32 m<sup>2</sup> ;
- Un panneau AK 5 doté de trois feux de balisage et d'alerte synchronisés (R2) visibles de l'avant et de l'arrière placé sur le véhicule.

## **10.8. Evolution de la législation et de la réglementation**

Le Prestataire informe le SIAPIA des travaux de mise en conformité des ouvrages et installations du service rendus nécessaires par l'évolution de la législation et de la réglementation en matière de d'hygiène et sécurité en cours de marché, dès qu'il en a connaissance, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il joindra à ce courrier tous les éléments techniques et incidences des mesures à prendre par le SIAPIA.

En l'absence de cette information, s'il ne respecte pas la nouvelle réglementation, la responsabilité du Prestataire sera totalement engagée, la responsabilité du SIAPIA ne pourra être recherchée.

Les travaux de mises en conformité incombent au SIAPIA.

# **Article 11. Comptes rendus - Rapports**

## **11.1. Principes généraux**

Les documents d'exploitation et les rapports à remettre par le Prestataire, aux périodicités ci-dessous, seront d'un modèle à agréer par le SIAPIA permettant à celle-ci d'effectuer le contrôle du fonctionnement des clauses contractuelles et d'établir le rapport annuel sur la qualité du service d'assainissement et les déclarations aux organismes de contrôle.

**Toutes les informations d'exploitation seront mises aux formats demandés par la police de l'eau et l'AESN et transférés mensuellement sur leurs sites par le prestataire**

## **11.2. Documents courants**

### **11.2.1. Fiches d'entretien**

Elles consignent par équipements les prestations réalisées périodiquement sur celles-ci. Elles comportent au moins :

- Le nom et l'adresse de l'ouvrage,
- La date et l'heure de l'intervention,
- Le personnel concerné (noms, qualification),
- Le détail des interventions de maintenance réalisé,
- Les relevés des compteurs de fonctionnement et les afficheurs de hauteurs et de vitesse,
- Le matériel et les consommables utilisés,

- Les observations réalisées à chaque intervention :
  - la météo
  - l'état général des ouvrages,
  - la qualité de l'écoulement,
  - le niveau d'eau dans l'ouvrage,
  - les dysfonctionnements,
- Les types et quantités de déchets récupérés dans le cadre de chaque intervention,
- Les lieux de dépôts des dits déchets,
- Les anomalies constatées.

### **11.2.2.      Fiches d'astreinte**

Elles consignent par équipements les prestations réalisées périodiquement sur celles-ci. Elles comportent au moins :

- Le nom et l'adresse de l'ouvrage,
- La date et l'heure de l'intervention,
- Le personnel concerné (noms, qualification),
- La nature de l'intervention et sa durée,
- Le matériel et les consommables utilisés,
- Les observations réalisées lors de l'intervention :
  - la météo
  - l'état général des ouvrages,
  - la qualité de l'écoulement,
  - le niveau d'eau dans l'ouvrage,
  - la présence éventuelle de branchements parasites.

### **11.2.3.      Gestion du stock des pièces détachées**

De façon à suivre le mouvement des pièces, le Prestataire tiendra au jour le jour un document laissé au choix du Prestataire qui permettra de suivre les mouvements de chaque pièce détachée. Il comportera les éléments suivants :

- la nature de l'article et son N° de série,
- la date du mouvement,
- la quantité entrée ou sortie, ainsi que la quantité restant en stock,
- le nom de la personne qui demande la sortie et/ou qui restitue les pièces,
- l'affectation de la pièce.

### **11.2.4.      *Réparation du matériel***

Afin d'assurer le suivi des réparations de matériels, un document laissé au choix du Prestataire comportera les éléments suivants :

- l'identification du matériel (date, lieu de la panne, le fabricant, le N° de série, l'objet de la panne),
- l'identification de la réparation (fourreau, date d'envoi du matériel, N° du bon de livraison),
- l'identification de la panne,
- l'identification du retour en stock (date, N° du bon de retour).

## **11.3.      Journal d'exploitation des ouvrages**

Le Prestataire tient, sous forme de fichier informatique, un journal d'exploitation des ouvrages adressé



quotidiennement au SIAPIA et son AMO, tenu à la disposition des organismes de contrôles. Ce document portera mention de tous les événements et incidents survenus sur les ouvrages et les mesures correctives prises.

Il comporte au moins les éléments suivants :

- le lieu, la date, et l'heure de prise de connaissance de l'intervention à effectuer,
- l'origine et l'objet de l'intervention,
- le compte rendu renseigné de l'intervention (le type et le N° de série des pièces échangées, les anomalies constatées),
- le nom de la personne ayant effectuée l'intervention,
- la date et l'heure de l'intervention,
- le N° de la fiche d'entretien ou d'astreinte,
- le nom de la personne ayant contrôlé le bon résultat de l'intervention.

## **11.4. Rapports mensuels**

Le Prestataire remet chaque début de mois, au plus tard le dix du mois suivant et au moins cinq (5) jours avant la réunion de coordination mensuelle, un rapport mensuel comprenant ;

- Les fiches d'entretien,
- Les fiches d'astreintes,
- Le journal d'exploitation des ouvrages du mois en cours,
- La « main courante » des appels téléphoniques d'interventions curatives (alarme télésurveillance, appel des services techniques du Syndicat ...) et des dispositions qui auront été prises,
- Le rapport des relevés mensuels de suivi technique des postes de relèvement, (temps de marche, nombre de démarrage, rendement et ratio de fonctionnement ...),
- Le rapport des principales interventions effectuées sur les installations précisant la date et le lieu d'intervention (interventions programmées et curatives électromécaniques, curage des cuves de poste...) et

des évènements du mois et les dispositions prises ou mises en œuvre pour y remédier,

- Les rapports mensuels d'auto surveillance contenant les éléments conformes à l'arrêté du 21 juillet 2015 (nombre et durée d'arrêt des ouvrages, nombre d'heures et volumes estimés de débordement des trop plein des ouvrages, la nature et le volume des matières extraites et évacuées vers un centre de traitement agréé) (reprise des bons de pesées), évacués avec la collecte des ordures ménagères, les anomalies constatées : eaux parasites, graisses, sables, béton dans les ouvrages, ...),
- Le planning prévisionnel des interventions principales et opérations de renouvellement programmées,
- Un récapitulatif des frais de maintenance curative par rapport aux frais de maintenance préventive,
- Des photos permettant de visualiser les principales interventions réalisées.

## **11.5. Compte rendu technique annuel**

A l'issue de chaque exercice, au plus tard avant la fin du troisième mois de l'exercice suivant, le Prestataire remettra au Syndicat les rapports récapitulatifs concernant l'ensemble de l'exercice écoulé :

- Les principaux événements de l'année (pannes, travaux d'entretien, curatifs ...) et les dispositions prises pour y remédier,
- Les rapports de contrôles effectués sur les installations par les organismes de contrôles, (Type SOCOTEC – APAVE ou autres...),
- Le bilan technique de fonctionnement de chaque ouvrage effectués (consommations d'énergie, temps de fonctionnement...) et le rapport des contrôles annuels effectué (rendement et débit des pompes, mesures d'isolement et d'intensité...),
- Le rapport de synthèse des opérations de l'année (interventions, entretien...) et de l'évolution qualitative des ouvrages et équipements, comprenant :  
Les principales opérations d'entretien et de maintenance courante,

- Les opérations de travaux d'amélioration et de mise en conformité.
- les quantités de déchets produits, leur nature, leur origine et leur destination,
  - les interventions d'urgence réalisées,
  - les observations générales sur l'état des ouvrages,
  - L'analyse des risques de défaillance mise à jour ,
  - L'inventaire
  - La mise à jour du manuel d'auto-surveillance du système de collecte

## **Article 12. Contrôle et coordination**

### **12.1. Contrôle technique du syndicat**

Avant l'échéance de chaque exercice, le Syndicat procédera, en présence du Prestataire dûment convoqué, à une visite complète d'inspection et de contrôle contradictoire des ouvrages et installations afin de vérifier leur bon état de fonctionnement et d'entretien. Il sera dressé un procès-verbal de ces visites.

En dehors de la visite annuelle ci-dessus prévue, le syndicat pourra soit directement par ses agents dûment accrédités, soit par l'intermédiaire d'un organisme agréé et autorisé par lui, effectuer, à ses frais, tout contrôle technique ou aux fins de vérifications des performances des équipements.

Le Syndicat a le droit de contrôler les renseignements donnés dans les comptes rendus annuels, techniques et financiers. Un cabinet indépendant pourra être désigné chaque année afin de procéder à un audit de l'exploitation. Le résultat de cet audit sera communiqué à chacune des parties.

A cet effet, son ou ses représentants ou ses agents accrédités, peuvent procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles pour s'assurer que les installations sont bien établies et exploitées dans les conditions du présent marché. Ils pourront prendre connaissance localement de tous documents techniques et financiers (factures des déboursés d'exploitation), nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Prestataire donnera toute facilité au SIAPIA pour effectuer ces contrôles.

## **Article 13. Fin du marché**

### **13.1. Continuité du service en fin de marché**

Dans les 6 derniers mois du marché, le SIAPIA aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Prestataire, de former sur place le personnel qui sera amené à poursuivre l'exploitation à l'expiration du marché.

Le personnel agira en observateur, sans se substituer au Prestataire et en lui causant le minimum de gêne. Le SIAPIA pourra prendre toutes les mesures pour assurer la continuité du service.

### **13.2. Remise des ouvrages et des documents en fin de marché**

Le Prestataire est tenu de remettre au SIAPIA, en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge et de leur destination, tous les ouvrages, installations et équipements objet du présent marché tels qu'ils figurent à l'inventaire descriptif initial de l'annexe A au présent C.C.T.P. à jour des modifications intervenues en cours de marché.

Trois (3) mois avant l'expiration du marché, les parties arrêteront et estimeront, après expertise s'il y a lieu, les travaux à réaliser sur les installations qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de maintenance. Le Prestataire devra exécuter, à ses frais si le mauvais état des installations lui est imputable, ces travaux avant l'expiration du marché.

A défaut, les frais de remise en état seront mis à sa charge.

Un exemplaire complet du dossier technique des installations sera remis au plus tard trente (30) jours avant la fin du présent marché.

Ce dossier comportera au moins :

- Les plans des ouvrages et schémas des installations (hydrauliques, électriques et automatismes) à jour des modifications survenues pendant le marché (renouvellement, maintenance, modification, extension, suppression...)
- Les notices et les documentations fournisseurs de fonctionnement, d'entretien et d'exploitation des installations par ouvrage,
- L'inventaire descriptif, à jour, de tous les ouvrages et équipements,
- Une note technique sur l'état global des ouvrages et équipements, recensant les points particuliers,
- La liste des contrats et abonnements, nécessaires à la continuité du service, pris avec les tiers et fournisseur,
- Les clés d'accès aux ouvrages, armoires et locaux, électriques.

Le non-respect de ces prescriptions ou tout retard dans la remise de ces documents, peut donner lieu à l'application des pénalités de retard correspondante prévue au C.C.A.P.

### **13.3.Reprise des approvisionnements**

Les stocks et approvisionnements nécessaires au service, pourront être repris par le SIAPIA, à leur valeur nette comptable.

La liste descriptive et estimative détaillée de ces stocks et approvisionnements sera remise au SIAPIA deux (2) mois avant le terme du marché, celle-ci disposera d'un délai d'un mois, à compter de la réception de cette liste pour faire connaître sa décision sur la reprise du stock éventuel.

## **Article 14. Sécurité informatique**

Dans le cadre de la sécurité informatique le prestataire devra respecter les bonnes pratiques suivantes :

### **14.1. Protégez vos accès avec des mots de passe solides**

Utilisez des mots de passe suffisamment longs, complexes et différents sur tous les équipements et services auxquels vous accédez, qu'ils soient personnels ou professionnels. La majorité des attaques est souvent due à des mots de passe trop simples ou réutilisés. Au moindre doute, ou même régulièrement en prévention, changez-les. Utilisez un gestionnaire de mots de passe et activez la double authentification chaque fois que c'est possible pour renforcer votre sécurité.

### **14.2.Sauvegardez vos données régulièrement**

En cas de piratage, mais également en cas de panne, de vol ou de perte de votre appareil, la sauvegarde est souvent le seul moyen de retrouver vos données (photos, fichiers, contacts, messages...). Sauvegardez régulièrement les données de vos PC, téléphones portables, tablettes et conservez toujours une copie de vos sauvegardes sur un support externe à votre équipement (clé ou disque USB) que vous débranchez une fois la sauvegarde effectuée.

### **14.3. Appliquez les mises à jour de sécurité sur tous vos appareils (PC, tablettes, téléphones...), et ce, dès qu'elles vous sont proposées**

Vous corrigez ainsi les failles de sécurité qui pourraient être utilisées par des pirates pour s'introduire dans vos appareils, pour y dérober vos informations personnelles ou vos mots de passe, voire pour détruire vos données ou encore vous espionner (Voir notre fiche sur les mises à jour).

### **14.4. Utilisez un antivirus**

Les antivirus permettent de se protéger d'une grande majorité d'attaques et de virus connus. Il existe de nombreuses solutions gratuites ou payantes selon vos usages et le niveau de protection ou de services recherchés. Vérifiez régulièrement que les antivirus de vos équipements sont bien à jour et faites des analyses (scans) approfondies pour vérifier que vous n'avez pas été infecté.

### **14.5. Téléchargez vos applications uniquement sur les sites officiels**

N'installez des applications que depuis les sites ou magasins officiels des éditeurs (exemple : Apple App Store, Google Play Store) pour limiter les risques d'installation d'une application piégée pour pirater vos équipements. De même, évitez les sites Internet suspects ou frauduleux (téléchargement, vidéo, streaming illégaux) qui pourraient également installer un virus sur vos matériels.

### **14.6. Méfiez-vous des messages inattendus**

En cas de réception d'un message inattendu ou alarmiste par messagerie (email), SMS ou chat, demandez toujours confirmation à l'émetteur par un autre moyen s'il vous semble connu et légitime. Il peut en effet s'agir d'une attaque par hameçonnage (phishing) visant à vous piéger pour vous dérober des informations confidentielles (mots de passe, informations d'identité ou bancaires), de l'envoi d'un virus contenu dans une pièce-jointe qu'on vous incite à ouvrir, ou d'un lien qui vous attirerait sur un site malveillant.

### **14.7. Vérifiez les sites sur lesquels vous faites des achats**

Si le commerce en ligne facilite les achats et offre l'opportunité de faire de bonnes affaires, il existe malheureusement de nombreux sites de vente douteux, voire malveillants. Avant d'acheter sur Internet, vérifiez que vous n'êtes pas sur une copie frauduleuse d'un site officiel, la crédibilité de l'offre et consultez les avis. Sans cette vérification, vous prenez le risque de vous faire dérober votre numéro de carte bancaire et de ne jamais recevoir votre commande, voire de recevoir une contrefaçon ou un produit dangereux.

### **14.8. Maîtrisez vos réseaux sociaux**

Les réseaux sociaux sont de formidables outils de communication et d'information collaboratifs. Ils contiennent toutefois souvent de nombreuses informations personnelles qui ne doivent pas tomber dans de mauvaises mains. Sécurisez l'accès à vos réseaux sociaux avec un mot de passe solide et unique, définissez les autorisations sur vos informations et publications pour qu'elles ne soient pas inconsidérément publiques ou utilisées pour vous nuire, ne relayez pas d'informations non vérifiées (fake news)

## **14.9. Séparez vos usages personnels et professionnels**

Avec l'accroissement des usages numériques, la frontière entre utilisation personnelle et professionnelle est souvent ténue. Ces utilisations peuvent même parfois s'imbriquer. Matériels, messageries, « clouds »... Il est important de séparer vos usages afin que le piratage d'un accès personnel ne puisse pas nuire à votre entreprise, ou inversement, que la compromission de votre entreprise ne puisse pas avoir d'impact sur la sécurité de vos données personnelles (Voir notre fiche sur les usages personnels et professionnels).

## **14.10. Évitez les réseaux WiFi publics ou inconnus**

En mobilité, privilégiez la connexion de votre abonnement téléphonique (3G ou 4G) aux réseaux WiFi publics. Ces réseaux WiFi sont souvent mal sécurisés, et peuvent être contrôlés ou usurpés par des pirates qui pourraient ainsi voir passer et capturer vos informations personnelles ou confidentielles (mots de passe, numéro de carte bancaire...). Si vous n'avez d'autre choix que d'utiliser un WiFi public, veillez à ne jamais y réaliser d'opérations sensibles et utilisez si possible un réseau privé virtuel (VPN).

Lu et accepté,

Le Prestataire  
(Date, cachet, signature)